



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 25-70-90
24 Boulevard des Alliés
70000 Vesoul

Vesoul, le 18/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PYLE INDUSTRIES

16 avenue du Général de Gaulle
70440 Servance-Miellin

Références : UID257090/SPR/ES/ 20250410A
Code AIOT : 0005901268

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2025 dans l'établissement PYLE INDUSTRIES implanté 16 avenue du Général de Gaulle 70440 Servance-Miellin. L'inspection a été annoncée le 12/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La DREAL Bourgogne-Franche Comté a décidé de réaliser, en 2025, une action régionale sur la thématique « produits chimiques ». Elle est réalisée sous la forme d'une opération coup de poing au cours des mois de mars et avril 2025.

Les inspections réalisées dans le cadre de cette action ont pour objectif de vérifier le respect de la réglementation relative aux conditions de stockages des produits dangereux dans les ICPE et notamment l'application des règlements REACH et CLP.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PYLE INDUSTRIES
- 16 avenue du Général de Gaulle 70440 Servance-Miellin
- Code AIOT : 0005901268
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PYLE INDUSTRIES est implantée sur 2 sites distincts sur la commune de Servance. Le site principal objet de la présente inspection assure l'usinage et la fabrication de pièces à partir de profilés d'aluminium et la réalisation de moules à destination des installations de fonderie situées dans le second site (site du Menisot).

Les activités pratiquées sont autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1075 du 23 avril 1975 modifié.

L'ordre du jour concerne les moyens de lutte contre l'incendie et les produits chimiques au titre de l'action régionale. Elle a consisté à contrôler, par sondage, le respect des conditions de stockage des produits chimiques, la présence de FDS conformes, et le respect des prescriptions des FDS des rubriques visant à prévenir tout risque lié à l'incompatibilité de produits entre eux.

La visite a comporté une inspection visuelle des conditions stockages et d'étiquetage et les moyens de lutte contre l'incendie, ainsi qu'une inspection documentaire et de quelques FDS par sondage.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Equipements électriques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 16	Demande d'action corrective	1 mois
3	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 3.5	Demande d'action corrective	1 mois
4	Gestion des produits	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 3.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Rubriques de la Fiche de données de	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	sécurité (FDS)		
6	Mesures de lutte contre l'incendie	Règlement européen du 18/06/2020, article 1	Sans objet
7	Conditions de stockage et de manipulation	Règlement européen du 18/06/2020, article 1	Sans objet
8	Produits incompatibles associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 2.10-11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre de l'action régionale relative aux produits chimiques, il a été constaté 2 faits non-conformes à la réglementation.

L'exploitant ne détient pas d'état des stocks des produits chimiques stockés dans l'établissement et un des produits contrôlés par sondage n'est pas identifié par un affichage sur son contenant. Ces constats font l'objet de demandes d'action correctives.

Concernant le risque incendie, le dernier rapport de contrôle des équipements électriques montre l'existence de nombreux écarts. L'exploitant a engagé depuis plusieurs années un plan de réduction de leur nombre basé sur un objectif annuel à atteindre. Toutefois, il a été constaté que cet objectif de réduction ne permettra pas d'assainir la situation avant au moins 10 ans. Ce point de contrôle fait également l'objet d'une demande d'action corrective.

Enfin, les moyens de lutte contre l'incendie contrôlés par sondage sont adaptés au risque à défendre et correctement signalés et accessibles. Ces moyens sont régulièrement contrôlés par un organisme compétent en la matière. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le respect du débit minimum réglementaire des poteaux d'incendie. Une demande de justification est demandée à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ol style="list-style-type: none"> 1. D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. 2. De plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8. 3. D'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil

permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis favorable des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau.

4. D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

5 poteaux d'incendie sont présents à proximité de l'usine dans un rayon de 100 mètres. Les plus proches (2 poteaux incendie) sont positionnés en périphérie de l'emprise de l'établissement (au niveau de l'entrée du site et au niveau de la zone de stockage des déchets). Leur débit n'est pas connu.

L'inspection montre la présence d'extincteurs dont la nature est adaptée au risque à défendre. Ils sont accessibles et correctement signalés.

Ils sont contrôlés annuellement. Le dernier contrôle a été effectué en juillet 2024 par un organisme compétent en la matière. Un contrôle par sondage de quelques extincteurs montre l'inscription de la dernière date de ce contrôle sur ces derniers.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant prendra l'attache du gestionnaire des poteaux d'incendie sous un délai de 15 jours pour connaître le débit unitaire des 2 poteaux situés dans l'enceinte du site. Dès leur réception, l'exploitant adressera les données relatives à ces poteaux à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Equipements électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 16

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des équipements électriques

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées par un organisme accrédité.[...]

Constats :

Le dernier contrôle des équipements électriques a été réalisé le 28/02/2025 par un organisme accrédité. Le rapport relatif à ce contrôle montre de nombreux écarts qui perdurent depuis 2022. L'exploitant indique travailler en permanence sur la mise à niveau des équipements électriques.

Il a présenté un registre des actions correctives réalisées depuis 2009. Ce document montre au travers d'une courbe l'évolution du nombre d'écart entre 2009 et 2025. Pour ce site, le nombre d'écart constaté en 2009 était de 437. En 2025, 165 écarts sont en attente d'actions correctives. L'exploitant s'est fixé comme objectif une réduction de 15 écarts par an en moyenne. En 2024, 32 écarts ont été traités.

L'exploitant indique qu'une caméra thermographique est disponible sur site pour le cas échéant lever un doute sur une installation électrique. En outre, le dernier contrôle des équipements électriques par thermographie a été réalisé en décembre 2024. Il montre un faible risque d'incendie malgré la présence de quelques zones d'échauffement. Ce rapport préconise la réalisation des actions correctives dans un délai maximum de 2 mois. L'exploitant a adressé à l'inspection un document montrant la réalisation de ces actions correctives.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le rythme annuel de correction des écarts fixé par l'exploitant ne permettra pas un retour de la conformité des équipements électriques avant 10 ans. Une accélération de mise en œuvre d'actions correctives s'avère nécessaire pour un retour à une situation conforme le plus rapidement possible.

L'exploitant adressera à l'inspection sous un délai de 1 mois une stratégie de lever des écarts permettant un retour plus rapide à une situation conforme. Cette stratégie peut se baser sur une priorisation des corrections, en particulier sur les écarts pouvant entraîner un risque incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 3.5

Thème(s) : Actions régionales, Plan général des stockages

Prescription contrôlée :

Article 3.5

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

<p>Constats :</p> <p>Un plan recense le positionnement des rétentions de stockage de produits et de déchets dangereux.</p> <p>En revanche, l'exploitant ne tient pas à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux.</p> <p>L'absence d'un état des stocks est un fait non conforme à la disposition susvisée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser un état des stocks des produits chimiques. Cet état doit indiquer le nom du produit, et/ou le N° CAS, le conditionnement, la quantité maximale susceptible d'être présente et le risque par grande famille. L'exploitant adressera à l'inspection sous un délai d'un mois, tout élément justifiant la réalisation de cet état des stocks.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Gestion des produits

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 3.3</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Etat des matières stockées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3.3</p> <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter, en caractères très lisibles, le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a adressé à l'inspection l'ensemble des FDS des produits présents dans l'établissement.</p> <p>Par sondage, les conditions de stockage de produits identifié par 2 FDS (fluides hydrauliques et Perchloroéthylène) ont été contrôlées.</p> <p>Le contenant du fluide hydraulique présente un affichage présentant l'identification du produit et les mentions de danger présentes sur les FDS.</p> <p>En revanche, concernant le Perchloroéthylène, aucune identification n'est visible sur les 2 contenants (Safetainers) dans lesquels il est stocké.</p> <p>L'absence d'affichage sur ces contenants est un fait non conforme à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses (règlement (CE) n°1272/2008).</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit apposer sur les 2 contenants en question une fiche d'identification du produit conforme à l'article 17 du règlement (CE) n°1272/2008. L'exploitant adressera à l'inspection sous un délai de 1 mois tout élément justifiant la réalisation de cette action corrective.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6
Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)
Prescription contrôlée : Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.6 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité) La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes: 1) identification de la substance/préparation et de la société/ l'entreprise ; 2) identification des dangers; 3) composition/informations sur les composants; 4) premiers secours; 5) mesures de lutte contre l'incendie; 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle; 7) manipulation et stockage; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle; 9) propriétés physiques et chimiques; 10) stabilité et réactivité; 11) informations toxicologiques; 12) informations écologiques; 13) considérations relatives à l'élimination; 14) informations relatives au transport; 15) informations relatives à la réglementation; 16) autres informations.
Constats : Les 2 FDS contrôlées présentent les 16 rubriques réglementaires et un numéro d'enregistrement de la substance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mesures de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article 1
Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)
Prescription contrôlée :

<p>Règlement (UE) 2020/878 modifiant l'annexe II du règlement (CE) no 1907/2006</p> <p>Exigences concernant l'établissement de la fiche de données de sécurité :</p> <p>5.1 mesures de lutte contre l'incendie;</p>
<p>Constats :</p> <p>La FDS relative au fluide hydraulique recommande des moyens d'extinction recommandés sont de toute nature, sauf l'emploi d'un jet d'eau à haute pression.</p> <p>Au niveau de la zone de stockage de ce produit, il a été constaté la présence d'extincteurs à poudre et au CO2.</p> <p>Concernant le perchloréthylène, la FDS ne préconise pas de moyen spécifique de lutte contre l'incendie, car ce produit est ininflammable.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Conditions de stockage et de manipulation

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article 1</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Produits incompatibles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (UE) 2020/878 modifiant l'annexe II du règlement (CE) no 1907/2006</p> <p>Exigences concernant l'établissement de la fiche de données de sécurité :</p> <p>7.1.1 : recommandations de manipulation</p> <p>7.2 : conditions de stockage et prise en compte des éventuelles incompatibilités ;</p>
<p>Constats :</p> <p>La partie 7.2 de la FDS du fluide hydraulique préconise de stocker ce produit dans des récipients fermés à la verticale, pour empêcher tout écoulement du produit. Selon ce document le stockage doit être réalisé dans des locaux secs et bien ventilés.</p> <p>Concernant le perchloréthylène, il est préconisé un stockage dans un contenant hermétiquement fermé en cas de non utilisation. Le contenant ne doit pas être en Zinc, Aluminium ou d'alliages d'aluminium et en plastique.</p> <p>Il a été constaté un stockage de ces 2 produits conformes aux préconisations de leur FDS. Les Safetainers contenant le perchloréthylène sont en acier et étaient hermétiquement fermés le jour de l'inspection. Le contenant du fluide hydraulique était stocké à la verticale sur une rétention.</p> <p>Dans la partie 10.3 de la FDS du fluide hydraulique concernant les incompatibilités, il est mentionné de tenir à l'écart ce produit des acides forts, de bases fortes et d'agents oxydants puissants, afin d'éviter des réactions exothermiques.</p> <p>Concernant le perchloréthylène, il est particulièrement conseillé d'éviter tout contact avec des poudres d'aluminium.</p> <p>Les conditions de stockage constatées de ces 2 produits sont conformes aux préconisations de leur FDS.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Produits incompatibles associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 2.10-11

Thème(s) : Actions régionales, Rétention

Prescription contrôlée :

- article 2.10 et 2.11 :

[...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention [...]

Les réserves de cyanures, d'acide chromique et de sels métalliques sont disposées à l'abri de l'humidité. Le local contenant le dépôt de cyanures ne doit pas renfermer de solutions acides. Tous les locaux de stockage des réactifs doivent être pourvus d'une fermeture de sûreté.

La collecte des eaux résiduaires est réalisée sous conduite fermée.

- rubrique 10.5 de la FDS : matières incompatibles

Il y a lieu de mentionner les familles de substances ou de mélanges, ou les substances spécifiques, telles que l'eau, l'air, les acides, les bases, les agents oxydants, avec lesquelles la substance ou le mélange pourrait réagir en générant une situation dangereuse (par exemple une explosion, un rejet de matières toxiques ou inflammables, ou une libération de chaleur excessive) et, le cas échéant, de décrire brièvement les mesures à adopter pour gérer les risques associés à ces dangers.

Constats :

L'exploitant n'utilise pas de cyanures, d'acide chromique et de sel métallique.

L'inspection par sondage des zones de stockage ne montre pas de stockage de produits incompatibles sur une même rétention.

Type de suites proposées : Sans suite